

## COMMERCE

# La bataille du supermarché est relancée

Des élus et associations du quartier ont frappé un grand coup hier à propos de la rénovation des Coursives à Étouvie. La réunion prévue ce lundi promet d'être houleuse.

La municipalité et Amiens Métropole ne préparent pas le retour d'un supermarché à Étouvie. Ils nous trompent en affirmant qu'ils veulent attirer de nouveaux commerces alors que les plans qu'ils présentent aux propriétaires et aux commerçants ne réservent pas d'espace pour le retour d'autres commerces, en particulier d'un supermarché.

Les tenants d'un supermarché dans la galerie des Coursives ont donné de la voix hier : conférence de presse, banderoles et même le grand panneau d'affichage à l'entrée du parking, revisité avec humour : « Ici, bientôt, un centre commercial selon le bon vouloir de la

« C'est bien beau mais sous l'ancienne municipalité, ils sont venus nous dire d'aller place des Provinces »

Le boucher des Coursives

mairie et d'Amiens Métropole (...) Un supermarché est recherché. » À l'origine de cette opération, la Commission rénovation urbaine d'Étouvie (CRUE), qui – comme son nom ne l'indique pas – n'est pas une instance officielle mais un collectif de quatre associations bien connues dans le quartier : l'ALQE, association des locataires du quartier, Café-



Banderoles, affichage... le collectif CRUE veut se faire voir et entendre de la Ville et de la Métropole.

Etouvie, le comité de quartier et le centre social et culturel. Pour eux, l'affaire est entendue. « Nous sommes convaincus qu'un supermarché peut s'installer aux Coursives. Nos contacts avec des experts, nos visites de supermarchés, nos entretiens avec des consommateurs nous le font penser. Nous attendons une volonté poli-

tique », disent d'une même voix Xavier Desjonquères, ou les conseillers départementaux Claude Chaidron et Dolorès Esteban.

La tonalité est toute différente du côté de Nedjma Ben Mokhtar, l'adjointe de secteur Ouest qui porte le projet de rénovation des Coursives. « Notre projet consiste à mettre d'un

côté des services publics et de l'autre des commerces afin d'abaisser les charges de copropriété, et ensuite de faire des travaux pour donner envie à des commerçants, des enseignes de s'installer. Mais aujourd'hui, aucune enseigne de supermarché ne veut s'installer. Et je n'ai pas le pouvoir d'en obliger une à venir. » Le mot de

## La concertation se mord la queue

Parmi les griefs que font les quatre associations du quartier qui composent la CRUE : « La municipalité refuse le dialogue avec nous malgré les nombreux courriers envoyés, malgré la pétition signée par plus de 1700 personnes. » Réponse de l'adjointe de secteur : « Je n'ai pas besoin d'intermédiaire pour parler à la population. Ils sont 35 personnes, dont un noyau de 12 personnes. Je salue leur engagement au service du quartier, nous avons les mêmes objectifs. Mais je n'ai pas besoin d'eux pour faire mon travail d'élue. » De l'art de rendre le dialogue impossible.

la fin revient à Hamid El Idrissi, l'un des deux commerçants qui résiste dans la galerie. « C'est bien beau de réclamer des commerces mais sous l'ancienne municipalité, les mêmes ou leurs amis, sont venus nous voir pour nous dire de déménager de l'autre côté du quartier, place des Provinces françaises. » Bref, la réunion prévue lundi promet d'être animée.

BENOÎT DELESPIERRE

► Présentation du projet lundi 7 septembre à 18 heures, salle des Provinces françaises.